

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Mise en place de la commission éthique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des engagements de la majorité municipale auprès de l'association Anticor et de sa volonté de respecter les fondements de la charte éthique, il est proposé la mise en place à la Ville de Montpellier d'une commission éthique.

Cette commission éthique aura pour objet de soumettre le comportement et l'action des élus à un questionnement éthique :

- Une éthique générale recherchant un comportement, une gestion des affaires, une prise de décisions qui soient responsables ;
- Une éthique de gestion : respect du principe d'unité, d'annualité budgétaire et d'équilibre, bon usage de la nomenclature en chapitres et articles, principe de sincérité, rattachement des charges et produits à l'exercice, politique budgétaire en cohérence sur la durée du mandat, et un vrai débat d'orientation sur la politique à mener dans la collectivité et vers un budget participatif, la communication ou le renseignement des engagements hors bilan, l'inventaire sincère du patrimoine ;
- Une éthique des pratiques : prévention des risques de corruption, de prise d'intérêt illégale, accès aux informations des citoyens, approche pédagogique de la tenue des séances publiques, respect de l'opposition, espaces ou rendez-vous citoyens pour informer régulièrement du travail des élus, règles claires d'attribution des subventions aux associations, l'usage des moyens de la collectivité locale par les élus, la transparence dans les indemnités et remboursements de frais d'élus, cadeaux, gestion des actions de lobbying,...
- Une éthique du respect des obligations légales et réglementaires, en particulier le Droit à la formation des élus et des salariés territoriaux.

Rôle consultatif :

La commission d'éthique n'a qu'un rôle consultatif dans la gestion des affaires de la collectivité locale. Elle produit des avis, recommandations ou rapports. Le Président de la commission d'éthique peut juger utile de faire connaître aux citoyens et élus la position de la commission. Les avis de la commission peuvent à son initiative être publiés sur le site de la Commune.

Composition de la commission éthique :

- Un représentant de chaque groupe d'opposition ;
- Trois élus de la majorité municipale ;
- Six citoyens (tirés au sort sur les listes électorales). Ils devront faire une déclaration d'intérêts, comme l'ont fait les élus de la collectivité.
- Un observateur titulaire de l'association Anticor et son suppléant.

Les membres permanents de la commission élisent son Président par un vote à bulletin secret.

Cette commission sera mise en place au début de l'année 2016 pour une période de 3 ans. Elle établira son règlement intérieur à l'occasion de sa première réunion.

Saisine :

La commission peut être saisie sur demande écrite par tout citoyen, par tout élu du conseil municipal ou par l'autorité territoriale qui lui demande d'évaluer une situation particulière.

Confidentialité :

Les membres de la commission éthique signent dès leur prise de fonction une déclaration sur l'honneur de confidentialité des informations connues ou recueillies, pendant toute la durée de leur mandat et pendant cinq ans après leur démission ou fin de fonction.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Autoriser la création d'une commission éthique à la Ville de Montpellier ;
- Acter la composition de cette commission ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015